

Brochure n° 3240

Convention collective nationale
IDCC : 1487. – HORLOGERIE-BIJOUTERIE
(Commerce de détail)

AVENANT N° 23 DU 5 DÉCEMBRE 2011
RELATIF À LA PRISE EN CHARGE DE LA PROFESSIONNALISATION
NOR : ASET1250222M
IDCC : 1487

PRÉAMBULE

La branche du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie souhaite favoriser les priorités de la formation professionnelle définies à l'article 1^{er} de l'avenant n° 21 du 26 novembre 2010 dans le cadre du dispositif de la période de professionnalisation. Elle souhaite également favoriser le dispositif de qualification professionnelle mis en place par l'accord cadre du 27 mars 2001 et l'accord du 26 septembre 2002 relatif à la reconnaissance des certificats de qualification professionnelle.

Afin d'améliorer la promotion de ces dispositifs, les partenaires sociaux décident d'améliorer la prise en charge des frais de formation afférents à ces dispositifs.

Par ailleurs, les partenaires sociaux souhaitent prendre en compte les dispositions du titre VI de la loi du 24 novembre 2009 et la possibilité pour les OPCA de créer des sections professionnelles.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2012, les frais de formation effectuée dans le cadre d'une période de professionnalisation et correspondant aux priorités de formation définies à l'article 1^{er} de l'avenant n° 21 du 26 novembre 2010 ainsi que les frais de formation relatifs aux certificats de qualification professionnelle mis en place par l'accord du 26 septembre 2002 seront pris en charge par l'OPCA sur la base d'un forfait horaire de 15 €.

Article 2

Ce forfait pourra être révisé, si besoin est, sur proposition de la CPNEFP.

Article 3

Section professionnelle

Conformément aux dispositions régissant les OPCA, les partenaires sociaux demandent à l'OPCA de branche, le FORCO, la création d'une section professionnelle à compter du 1^{er} janvier 2012. Les membres de cette section seront désignés parmi les membres de la CPNEFP.

Article 4

Publicité. – Extension

L'avenant sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

A l'issue du délai de 15 jours, l'avenant sera déposé à la direction générale du travail et son extension sera demandée. Un exemplaire sera également déposé en conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 5 décembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Saint-Eloi ;

HBJO.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO.